

No. 44259

**France
and
Russian Federation**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation concerning cooperation in the destruction of chemical weapons stockpiles in the Russian Federation. Moscow, 14 February 2006

Entry into force: *25 April 2007 by notification, in accordance with article 17*

Authentic texts: *French and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 27 August 2007*

**France
et
Fédération de Russie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie. Moscou, 14 février 2006

Entrée en vigueur : *25 avril 2007 par notification, conformément à l'article 17*

Textes authentiques : *français et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 27 août 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE

RELATIF A UNE COOPERATION

EN MATIERE DE DESTRUCTION DES STOCKS D'ARMES CHIMIQUES

EN FEDERATION DE RUSSIE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés « les Parties »,

Guidés par la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du G8 en date du 27 juin 2002 relative au Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes (ci-après dénommé « le Partenariat mondial ») :

Soutenant les buts et principes de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, signée à Paris le 13 janvier 1993 ;

Considérant l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la protection des informations et matériels classifiés, signé à Paris le 18 décembre 2000,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

1. Afin de réaliser les objectifs du Partenariat mondial, la Partie française apporte son assistance à la réalisation de projets de coopération liés à la destruction des stocks d'armes chimiques sur le territoire de la Fédération de Russie en offrant à titre gracieux du matériel, des services, ainsi qu'en assurant le financement de tout ou partie des travaux.

2. Les projets concrets et les conditions de leur réalisation font l'objet d'accords d'application conclus et, en tant que de besoin, modifiés par les organismes habilités désignés par les Parties conformément à l'article 3 du présent Accord.

Article 2

Sur la base d'accords distincts conclus entre les Parties, des Etats tiers peuvent apporter leur concours conformément aux buts du présent Accord en participant au financement des projets de coopération de la Partie française.

Article 3

Aux fins de la mise en œuvre du présent Accord, chacune des Parties désigne un organisme habilité chargé de la mise en œuvre du présent Accord. Les organismes

habilités sont, pour la Partie russe, l'Agence fédérale de l'industrie, et pour la Partie française le Commissariat à l'Énergie Atomique.

Chaque Partie peut désigner d'autres organismes habilités ; elle doit en informer par écrit l'autre Partie.

Article 4

1. Les Parties et les organismes habilités désignent des représentants chargés d'assurer la liaison entre eux et de régler les questions techniques liées à la mise en œuvre du présent Accord. Les Parties se communiquent par écrit l'identité de ces représentants.

2. Les organismes habilités se réunissent périodiquement, au moins une fois par an.

3. L'organisme habilité de la Partie française, en concertation avec l'organisme habilité de la Partie russe, sélectionne un ou plusieurs entrepreneurs principaux ou d'autres personnes physiques ou morales (ci-après « les agents ») chargées d'organiser les travaux des entrepreneurs découlant du présent Accord et d'exercer la surveillance de leur exécution et qui sont considérées comme des représentants officiels de la Partie française aux fins du présent Accord. Les travaux concrets sur les chantiers autres que l'organisation des travaux et la surveillance de leur exécution sont réalisés par des sous-traitants russes.

Article 5

Conformément à la législation de la Fédération de Russie, la Partie russe délivre à titre gratuit, dès réception de la demande de la Partie française, les visas nécessaires aux représentants officiels désignés par la Partie française et chargés de la mise en œuvre du présent Accord et apporte son concours à leur enregistrement ainsi qu'à l'octroi rapide à ceux-ci de l'accès aux sites sur lesquels sont mis en œuvre les projets de coopération relevant du présent Accord.

Article 6

1. Conformément à la législation de la Fédération de Russie, la Partie russe déploie tous les efforts raisonnables pour créer les conditions les plus favorables à l'application du présent Accord.

2. La Partie russe assure la prompte délivrance, entre autres, des licences, permis et autorisations, ainsi que des autorisations douanières, nécessaires à la mise en œuvre des projets de coopération découlant du présent Accord. L'organisme habilité de la Partie russe assure la délivrance, conformément à la législation de la Fédération de Russie, des documents attestant que tous les travaux effectués en vertu du présent Accord sont

conformes à la législation de la Fédération de Russie. Il informe l'organisme habilité de la Partie française de l'obtention desdits documents.

Article 7

1. La Partie française a le droit, sur demande, de vérifier que les moyens financiers, les services et les équipements fournis à titre gracieux à la Partie russe sont employés aux fins prévues par le présent Accord.

2. A cet effet, la Partie russe accorde à la Partie française l'accès aux documents de tous types (y compris les documents sur support papier, informatique, vidéo, photographique ou autre) visés par les accords d'application correspondants, ainsi qu'aux équipements livrés par la Partie française dans le cadre de la réalisation des projets conjoints de coopération.

3. Afin de préciser les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article, les procédures de vérification seront arrêtées par les organismes habilités des Parties sous la forme d'un accord distinct.

Article 8

1. Les Parties et leurs organismes habilités échangent les informations nécessaires à l'application du présent Accord.

2. Chaque Partie et ses organismes habilités utilisent, conformément à la législation de leur Etat, les informations qui leur sont fournies en rapport avec le présent Accord uniquement aux fins spécifiées dans le présent Accord et en empêchent la divulgation, sauf autorisation écrite de l'autre Partie ou de son organisme habilité.

Article 9

Les Parties prévoient dans des Accords d'application, en cas de nécessité, la protection effective et la répartition des droits de propriété intellectuelle transmis ou créés dans le cadre du présent Accord.

Article 10

1. La Partie russe exempte de droits de douane, d'impôts sur les bénéfices, d'autres impôts et de taxes analogues l'assistance fournie au titre du présent Accord. Elle prend toutes les mesures nécessaires pour qu'il ne soit pas perçu d'impôts locaux ou régionaux ou de taxes analogues sur l'assistance fournie en vertu du présent Accord. Ces mesures incluent la fourniture de lettres émanant des autorités locales compétentes et/ou des autorités compétentes des sujets de la Fédération de Russie, confirmant que l'assistance fournie en vertu du présent Accord ne sera pas soumise à des impôts locaux et/ou régionaux ni à des taxes analogues. Ces lettres de confirmation émanant des localités et des régions où seront exécutés des projets de coopération conformément au présent Accord sont adressées à la Partie française avant le début de la mise en œuvre de tout projet de coopération.

2. La Partie russe exempte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de cotisations au régime de sécurité sociale et d'autres taxes analogues sur le territoire de la Fédération de Russie les rémunérations perçues par des personnes physiques étrangères et des ressortissants russes ne résidant pas habituellement en Fédération de Russie au titre des travaux ou prestations de services effectués par eux dans le cadre de la mise en œuvre des projets de coopération prévus par le présent Accord. A l'égard des rémunérations exemptées conformément au présent paragraphe, la Partie russe n'assume, au titre du système de sécurité sociale ou de tout autre fonds gouvernemental, aucune obligation en ce qui concerne les contributions ou paiements au bénéfice des personnes mentionnées dans le présent paragraphe.

3. La Partie russe assure à la Partie française, à son personnel, à ses entrepreneurs principaux, à ses sous-traitants, et à ses fournisseurs directs et indirects la possibilité d'importer sur le territoire de la Fédération de Russie les biens (équipements, fournitures, matériaux) ou les services nécessaires à la mise en œuvre du présent Accord. En particulier, les biens (équipements, fournitures, matériaux) ou services importés ou exportés à titre temporaire aux fins de la mise en œuvre du présent Accord ne sont pas soumis à des droits de douane ou autres droits, à des redevances au titre de licences ou autres, à des impôts ou taxes analogues.

4. Outre les dispositions des paragraphes précédents, la cession, aux personnes morales et physiques qui participent à la mise en œuvre des projets de coopération sur le territoire de la Fédération de Russie, de biens, de travaux et de services dans le cadre de la mise en œuvre de projets en vertu du présent Accord est exemptée de toute taxation.

5. La Partie russe répond des procédures assurant le respect des dispositions du présent article. Les documents nécessaires sont délivrés par l'organisme habilité approprié.

6. Toute taxation est considérée comme un motif suffisant pour suspendre un projet de coopération, y mettre fin ou refuser de l'engager.

Article 11

La propriété de l'ensemble des équipements et du matériel fournis par la Partie française à la Partie russe est transférée à la Partie russe. La Partie russe fait usage des équipements, matériels et services reçus conformément au présent Accord aux seules fins d'atteindre les objectifs du présent Accord.

Article 12

Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations qui découlent pour les Parties d'autres accords internationaux auxquels elles sont ou seront parties.

Article 13

1. La Partie française et ses représentants officiels (militaires et civils) n'encourent pas de responsabilité civile au titre d'un décès, de lésions corporelles ou de dommages causés à des biens du fait de tout acte ou omission commis sur le territoire de la Fédération de Russie dans l'exercice de leurs fonctions, dans le cadre de la mise en œuvre du présent Accord ou d'un accord d'application, sauf lorsque le préjudice résulte :

-d'une mauvaise conduite volontaire ou d'une négligence grossière ;

-d'un accident de la route causé par un véhicule appartenant à un représentant officiel (militaire ou civil) de la Partie française, si le dommage n'est pas couvert par une assurance de responsabilité civile.

2. La Partie russe n'intente aucune action ou procédure judiciaire d'aucune sorte à l'encontre de la Partie française ou de ses représentants officiels (militaires ou civils) du fait d'un acte ou d'une omission définis au paragraphe 1 du présent article et se rapportant à l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de la Fédération de Russie dans le cadre de la mise en œuvre du présent Accord ou d'un accord d'application.

3. La Partie russe s'engage à régler toutes actions en justice qui pourront être intentées par des tiers dans les cas visés au paragraphe 1 du présent article.

4. Le présent article est applicable sans préjudice des droits et obligations des entrepreneurs principaux et agents en vertu de leurs contrats.

5. Aucune des dispositions du présent article ne saurait être interprétée comme une renonciation à une quelconque immunité pouvant bénéficier à la Partie russe ou à la Partie française en vertu du droit international en matière d'actions en justice pouvant être intentées à l'encontre de l'une ou l'autre des Parties.

Article 14

Les modalités de suspension, de cessation ou de non-engagement d'un projet de coopération sont définies dans les accords d'application mentionnés à l'article premier paragraphe 2 du présent Accord.

Article 15

1. Tout différend relatif à l'application ou à l'interprétation du présent Accord est réglé par la voie de consultations entre les Parties. Ces consultations ont lieu au plus tard deux mois après la réception de la demande émanant d'une des Parties.

2. Si les Parties ne peuvent régler leur différend par la voie de consultations, elles peuvent le soumettre, à la demande de l'une ou l'autre, à la voie de l'arbitrage conformément aux Règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit commercial international (CNUDCI).

Article 16

Le présent Accord peut être modifié au moyen de la conclusion d'un accord écrit entre les Parties.

Article 17

1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de réception par la voie diplomatique de la dernière des notifications écrites de l'accomplissement par les Parties des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord est conclu pour une durée de 5 ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une année, dans la limite de 10 ans.

3. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord à tout moment par notification écrite transmise par la voie diplomatique, avec un préavis de quatre-vingt dix jours.

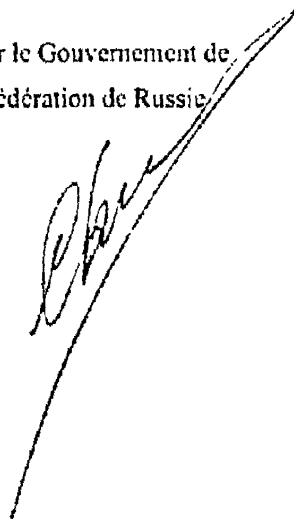
4. L'échéance du présent Accord ainsi que sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties n'affectent pas l'exercice par les Parties de leurs droits ni l'exécution de leurs obligations au titre des projets engagés lors de la période de validité du présent Accord et non menés à bien à la date de cessation de sa validité.

Fait à Moscou le 14 février 2006, en double exemplaire en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de
la République française

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' and 'O' with a horizontal line underneath.

Pour le Gouvernement de
la Fédération de Russie

A handwritten signature in black ink, appearing as a cursive 'P' followed by several loops and a long, sweeping underline.

[RUSSIAN TEXT – TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ

между Правительством Французской Республики и Правительством

Российской Федерации о сотрудничестве в уничтожении запасов

химического оружия в Российской Федерации

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами.

руководствуясь Заявлением лидеров "Группы восьми" от 27 июня 2002 г. о Глобальном партнерстве "Группы восьми" против распространения оружия и материалов массового уничтожения (далее - Глобальное партнерство),

поддерживая цели и принципы Конвенции о запрещении разработки, производства, накопления и применения химического оружия и о его уничтожении, заключенной в г. Париже 13 января 1993 г.,

принимая во внимание Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о защите секретной информации и материалов, подписанное в г. Париже 18 декабря 2000 г.,

согласились о нижеследующем.

Статья 1

1 Для достижения целей Глобального партнерства Французская Сторона оказывает содействие в реализации проектов сотрудничества, связанных с уничтожением запасов химического оружия на территории Российской Федерации, предоставляя на безвозмездной основе оборудование, услуги, а также осуществляя финансирование всех или части работ.

2 Конкретные проекты и условия их реализации илагаются в исполнительных договоренностях, которые заключаются и в зависимости от обстоятельств изменяются уполномоченными органами, назначенными Сторонами в соответствии со статьей 3 настоящего Соглашения.

Статья 2

На основе отдельных договоренностей, заключаемых Сторонами, третьи государства могут оказывать содействие в соответствии с целями настоящего Соглашения путем участия в финансировании проектов сотрудничества Французской Стороны.

Статья 3

В целях реализации настоящего Соглашения каждая из Сторон назначает уполномоченный орган, ответственный за реализацию настоящего Соглашения.

Уполномоченным органом от Французской Стороны является Комиссариат по атомной энергии, от Российской Стороны - Федеральное агентство по промышленности.

Каждая Сторона может назначить иные уполномоченные органы, о чем должна в письменной форме проинформировать другую Сторону.

Статья 4

1. Стороны и уполномоченные органы назначают представителей, обеспечивающих связь между ними и регулирующих технические вопросы, связанные с реализацией настоящего Соглашения. Стороны письменно сообщают друг другу данные об этих представителях.

2. Уполномоченные органы проводят регулярные заседания, но не реже одного раза в год.

3. Уполномоченный орган Французской Стороны, консультируясь с уполномоченным органом Российской Стороны, выбирает одного или нескольких главных подрядчиков либо других физических или юридических лиц (далее - агенты), которые будут отвечать за организацию работы подрядчиков по настоящему Соглашению, осуществлять контроль за ее выполнением и будут считаться официальными представителями Французской Стороны для целей настоящего Соглашения. Практическая работа на объектах, не имеющая отношения к организации работы и контролю за ее выполнением, осуществляется российскими субподрядчиками.

Статья 5

Российская Сторона в соответствии с законодательством Российской Федерации по получении просьбы Французской Стороны выдает на безвозмездной основе необходимые визы назначенным Французской Стороной официальным представителям, ответственным за реализацию настоящего Соглашения, и оказывает содействие в их регистрации, а также в оперативном предоставлении им доступа к объектам, на которых реализуются проекты сотрудничества по настоящему Соглашению.

Статья 6

1. Российская Сторона в соответствии с законодательством Российской Федерации прилагает все разумные усилия для создания условий, наиболее благоприятствующих осуществлению настоящего Соглашения.

2. Российская Сторона обеспечивает оперативную выдачу, в частности, лицензий.

разрешений, согласований, а также таможенных разрешений, необходимых для осуществления проектов сотрудничества по настоящему Соглашению. Уполномоченный орган Российской Стороны обеспечивает выдачу в соответствии с законодательством Российской Федерации документов, подтверждающих соответствие всех проводимых на основании настоящего Соглашения работ законодательству Российской Федерации. Он информирует уполномоченный орган Французской Стороны о получении вышеупомянутых документов.

Статья 7

1. Французская Сторона имеет право по запросу проверять, используются ли в целях, предусмотренных настоящим Соглашением, финансовые средства, услуги и оборудование, предоставляемые на безвозмездной основе Российской Стороне.

2. С этой целью Российская Сторона обеспечивает Французской Стороне доступ к документации всех видов (включая документацию, хранимую в бумажном и электронном виде, на видео-, фото- и других носителях), оговоренной в соответствующих исполнительных договоренностях, а также к оборудованию, которое было предоставлено Французской Стороной в рамках реализации совместных проектов сотрудничества.

3. Для уточнения условий осуществления положений настоящей статьи процедуры проверки подлежат согласованию уполномоченными органами Сторон в виде отдельной договоренности.

Статья 8

1. Стороны и их уполномоченные органы обмениваются информацией, необходимой для осуществления настоящего Соглашения.

2. Каждая Сторона и ее уполномоченные органы в соответствии с законодательством своего государства используют сведения, предоставленные им в связи с настоящим Соглашением, только в целях, указанных в настоящем Соглашении, и не допускают их разглашения, за исключением случаев, когда имеется письменное разрешение другой Стороны или ее уполномоченного органа.

Статья 9

В исполнительных договоренностях Стороны предусматривают в случае необходимости эффективную защиту прав на интеллектуальную собственность, передаваемую или создаваемую в рамках настоящего Соглашения, и распределение

этих прав

Статья 10

1. Российская Сторона освобождает содействие, оказываемое по настоящему Соглашению, от таможенных пошлин, налогов на прибыль, других налогов и подобных сборов. Она предпринимает все необходимые шаги для того, чтобы местные и региональные налоги или подобные сборы не взимались с содействия, оказываемого по настоящему Соглашению. Эти шаги включают в себя предоставление компетентными органами местного самоуправления и (или) органами власти субъектов Российской Федерации писем, подтверждающих, что содействие, оказываемое по настоящему Соглашению, не будет облагаться местными и (или) региональными налогами или подобными сборами. Такие подтверждающие письма из местностей и регионов, где будут осуществляться проекты сотрудничества в соответствии с настоящим Соглашением, направляются Французской Стороне до начала осуществления любого проекта сотрудничества.

2. Российская Сторона освобождает вознаграждения, выплачиваемые иностранным физическим лицам и российским гражданам, обычно не проживающим в Российской Федерации, за выполняемые этими лицами работы или оказываемые ими услуги в рамках осуществления проектов сотрудничества, предусмотренных настоящим Соглашением, от обложения налогом на доходы физических лиц, от взносов в систему социального страхования и других аналогичных сборов на территории Российской Федерации. В отношении вознаграждений, освобождаемых от налогообложения в соответствии с настоящим пунктом, Российская Сторона не несет никаких обязательств в части начислений и выделит указанным в настоящем пункте лицам за счет системы социального страхования или средств любых других государственных фондов.

3. Российская Сторона обеспечивает Французской Стороне, ее персоналу, подрядчикам, субподрядчикам, поставщикам и субпоставщикам возможность ввозить на территорию Российской Федерации товары (оборудование, грузы, материалы) или услуги, необходимые для выполнения настоящего Соглашения. В частности, товары (оборудование, грузы, материалы) или услуги, импортируемые или экспортируемые на временной основе в целях осуществления настоящего Соглашения, не подлежат обложению таможенными или иными пошлинами, лицензионными или иными сборами, налогами или подобными сборами.

4. В дополнение к предыдущим пунктам передача юридическим и физическим лицам, участвующим в осуществлении проектов сотрудничества на территории Российской Федерации, товаров, работ, услуг в рамках осуществления проектов в соответствии с настоящим Соглашением освобождается от налогообложения.

5. Российская Сторона отвечает за процедуры, обеспечивающие выполнение

положений настоящей статьи. Необходимые документы выдаются соответствующим уполномоченным органом.

6. Налогообложение будет рассматриваться как достаточное основание для приостановления, прекращения или отказа от начала осуществления проекта сотрудничества.

Статья 11

Право собственности на все оборудование и все материалы, поставленные Французской Стороной Российской Стороне, переходит к Российской Стороне. Российская Сторона не использует оборудование, материалы и услуги, полученные в соответствии с настоящим Соглашением, исключительно для достижения целей настоящего Соглашения.

Статья 12

Настоящее Соглашение не затрагивает прав и обязательств Сторон по другим международным договорам, в которых они участвуют или будут участвовать.

Статья 13

1. Французская Сторона и ее официальные представители (военные и гражданские) не несут гражданской ответственности за смерть, причинение телесного повреждения гражданам или ущерба имуществу в результате любого действия либо упущения, совершенных на территории Российской Федерации при исполнении служебных обязанностей в связи с осуществлением настоящего Соглашения или исполнителей договорности, за исключением причинения вреда в результате:

прямого умысла или грубой небрежности;

дорожного происшествия, вызванного транспортным средством, принадлежащим официальному представителю (военному или гражданскому) Французской Стороны, когда возмещение ущерба не покрывается за счет страхования гражданской ответственности.

2. Российская Сторона не предъявляет никаких претензий или не возбуждает никаких судебных разбирательств против Французской Стороны или ее официальных представителей (военных или гражданских) в связи с действием или упущением, определенным в пункте 1 настоящей статьи, относящимся к исполнению служебных обязанностей на территории Российской Федерации при осуществлении настоящего

Соглашения или исполнительской договоренности.

3. Российская Сторона принимает на себя урегулирование претензий, которые могут быть выдвинуты третьей стороной в случаях, указанных в пункте 1 настоящей статьи.

4. Настоящая статья применяется без ущерба для прав и обязательств подрядчиков и агентов по их контрактным обязательствам.

5. Ничто в настоящей статье не может толковаться как отказ от любого иммунитета, которым может пользоваться Французская или Российская Сторона в соответствии с международным правом в связи с претензиями, которые могут быть предъявлены любой Стороне.

Статья 14

Порядок приостановления, прекращения проекта сотрудничества или отказа от него определяется в исполнительных договоренностях, упомянутых в пункте 2 статьи 1 настоящего Соглашения.

Статья 15

1. Все споры относительно выполнения или толкования настоящего Соглашения регулируются путем проведения консультаций между Сторонами. Такие консультации проводятся не позднее чем через 2 месяца после получения запроса от одной из Сторон.

2. В случае если Стороны не могут урегулировать спор путем проведения консультаций, они могут передать его по просьбе одной из Сторон на рассмотрение в арбитражном порядке в соответствии с Арбитражным регламентом Комиссии ООН по праву международной торговли (ЮНСИТРАЛ).

Статья 16

Настоящее Соглашение может быть изменено путем заключения письменного соглашения между Сторонами.

Статья 17

1. Настоящее Соглашение вступает в силу с даты получения по дипломатическим каналам последнего письменного уведомления о выполнении Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

2. Настоящее Соглашение заключается на 5 лет. В дальнейшем действие настоящего Соглашения автоматически продлевается на годичные периоды, но не более чем на 10 лет.

3. Каждая из Сторон может прекратить действие настоящего Соглашения в любой момент путем направления по дипломатическим каналам за 90 дней письменного уведомления другой Стороне.

4. Истечение срока действия настоящего Соглашения, а также прекращение его действия любой из Сторон не затрагивает выполнения Сторонами своих прав и обязательств по проектам, начатым в период действия настоящего Соглашения и не завершенным на дату прекращения его действия.

Совершено в г. Москва "14" февраля 2006 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Французской Республики



За Правительство
Российской Федерации



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION CONCERNING COOPERATION IN THE DESTRUCTION OF CHEMICAL WEAPONS STOCKPILES IN THE RUSSIAN FEDERATION

The Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation (hereinafter referred to as “the Parties”),

Guided by the Declaration of the Heads of State and Government of the G8 countries dated 27 June 2002 concerning the G8 Global Partnership against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction (hereinafter referred to as “the Global Partnership”),

Supporting the goals and principles of the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on Their Destruction, signed in Paris on 13 January 1993,

Considering the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation on the Protection of Classified Information and Materials, signed in Paris on 18 December 2000,

Have agreed as follows:

Article 1

1. In order to achieve the objectives of the Global Partnership, the French Party shall provide assistance in the implementation of cooperation projects relating to the destruction of chemical weapons stockpiles in the territory of the Russian Federation by offering equipment and services free of charge and by financing all or part of the work.

2. Practical projects and conditions for their implementation shall be the subject of implementation agreements concluded and, if need be, amended by authorized agencies designated by the Parties in accordance with article 3 of this Agreement.

Article 2

On the basis of separate agreements concluded between the Parties, third States may provide assistance in accordance with the purposes of this Agreement by contributing to the financing of the French Party’s cooperation projects.

Article 3

Each of the Parties shall designate an authorized agency responsible for the implementation of this Agreement. The authorized agencies shall be, for the Russian Party, the Federal Agency for Industry, and for the French Party, the Atomic Energy Commission.

Each Party may designate other authorized agencies and shall notify the other Party accordingly in writing.

Article 4

1. The Parties and the authorized agencies shall appoint representatives to ensure liaison between them and resolve technical issues relating to the implementation of this Agreement. The Parties shall inform each other in writing of the identity of the representatives.

2. The authorized agencies shall meet periodically, at least once a year.

3. The authorized agency of the French Party, in consultation with the authorized agency of the Russian Party, shall select one or more principal contractors or other natural or legal persons (hereinafter referred to as agents) to organize and supervise the work to be carried out by the contractors under this Agreement. Such agents shall be considered to be the official representatives of the French Party for the purposes of this Agreement. Practical work on site other than organization and supervision of such work shall be carried out by Russian sub-contractors.

Article 5

In accordance with the legislation of the Russian Federation, the Russian Party shall, upon receiving a request from the French Party, issue free of charge the visas required by the official representatives appointed by the French Party and entrusted with implementation of this Agreement and shall provide assistance in their registration and in ensuring their prompt access to sites where cooperation projects are to be implemented under this Agreement.

Article 6

1. In accordance with the legislation of the Russian Federation, the Russian Party shall make every reasonable effort to create the most favorable conditions for the implementation of this Agreement.

2. The Russian Party shall ensure the prompt issue, in particular, of licenses, permits and authorizations, together with customs clearance, required for the implementation of cooperation projects under this Agreement. The authorized agency of the Russian Party shall, in accordance with the legislation of the Russian Federation, ensure that documents are issued attesting that all work carried out under this Agreement is in conformity with the legislation of the Russian Federation. It shall notify the authorized agency of the French Party when such documents have been obtained.

Article 7

1. The French Party shall have the right, upon request, to verify that the financial means, services and equipment provided free of charge to the Russian Party are used for the purposes stipulated in this Agreement.

2. To this end, the Russian Party shall grant the French Party access to all types of documents (including on paper or in electronic form, on video tape, photographs or any other medium) covered by the corresponding implementation agreements, and to equipment delivered by the French Party for the implementation of joint cooperation projects.

3. In order to define the modalities of implementing the provisions of this article, the verification procedures shall be decided by the authorized agencies of the Parties in the form of a separate agreement.

Article 8

1. The Parties and their authorized agencies shall exchange information required for the implementation of this Agreement.

2. Each Party and its authorized agencies shall use, in accordance with their respective State legislation, the information provided to them in connection with this Agreement solely for the purposes specified therein and shall prevent its divulgation, except upon a written authorization from the other Party or its authorized agency.

Article 9

The Parties shall arrange through implementation agreements, where necessary, for the effective protection and distribution of intellectual property rights transmitted or created under this Agreement.

Article 10

1. The Russian Party shall exempt the assistance provided under this Agreement from the payment of customs duties, profits tax and other similar taxes and levies. It shall take all necessary steps to ensure that no local or regional taxes or similar dues are paid on the assistance provided under this Agreement. Such steps shall include the furnishing of letters from the competent local authorities and/or the competent authorities of subjects of the Russian Federation, confirming that the assistance provided under this Agreement shall not be liable for local and/or regional taxes nor for similar levies. Such letters of confirmation from the authorities of the localities and regions where cooperation projects are to be carried out under this Agreement shall be sent to the French Party prior to the implementation of any cooperation project.

2. The Russian Party shall exempt the remuneration received by foreign natural persons and Russian nationals not usually residing in the Russian Federation from the payment of personal income tax, social security contributions and other similar levies in the territory of the Russian Federation for work or services performed by them in connection with the implementation of cooperation projects covered by this Agreement. With regard to such remuneration exempt in accordance with the present paragraph, the Russian Party shall not incur, in connection with the social security system or any other governmental fund, any obligation in respect of contributions or payments for the persons mentioned in this paragraph.

3. The Russian Party shall ensure that the French Party, its personnel, its principal contractors, its sub-contractors and its direct or indirect suppliers have the possibility of

importing into the territory of the Russian Federation the property (equipment, supplies, materials) or services required for the implementation of this Agreement. In particular, property (equipment, supplies, materials) or services imported or exported temporarily for the purposes of implementing this Agreement shall not be subject to customs duties or other dues, licence or other fees or similar taxes and levies.

4. In addition to the provisions of the foregoing paragraphs, the transfer, to legal and natural persons participating in the implementation of cooperation projects in the territory of the Russian Federation, of property, work and services in connection with the implementation of projects under this Agreement shall be exempt from any taxation.

5. The Russian Party shall be accountable for procedures ensuring compliance with the provisions of this article. The necessary documents shall be issued by the appropriate authorized agency.

6. Any taxation shall be considered sufficient grounds for suspending a cooperation project, terminating it or refusing to start it.

Article 11

Ownership of all the equipment and material provided by the French Party to the Russian Party shall be transferred to the Russian Party. The Russian Party shall use the equipment, materials and services received pursuant to this Agreement for the sole purpose of achieving the objectives of this Agreement.

Article 12

This Agreement shall not affect the rights and obligations of the Parties under other international agreements to which they are or may become parties.

Article 13

1. The French Party and its official representatives (military and civilian) shall not incur any civil liability for death or injury or damage to property caused by any act or omission committed in the territory of the Russian Federation in the performance of their duties in connection with the implementation of this Agreement or of an implementation agreement, except for causing harm as a result of:

- wilful misconduct or gross negligence;
- a road accident caused by a vehicle belonging to an official representative (military or civilian) of the French Party, if the damage is not covered by civil liability insurance.

2. The Russian Federation shall not institute any legal action or proceedings against the French Party or its official representatives (military or civilian) with regard to an act or omission as defined in paragraph 1 of this article in relation to duties performed in the territory of the Russian Federation in connection with the implementation of this Agreement or an implementation agreement.

3. The Russian Party undertakes to settle any legal claims that may be lodged by third parties in cases mentioned in paragraph 1 of this article.

4. This article shall be without prejudice to the rights and obligations of principal contractors and agents under their contracts.

5. Nothing in this article shall be construed as waiving any immunity enjoyed by the Russian Party or the French Party under international law with respect to legal claims that may be brought against either of the Parties.

Article 14

The procedures for suspending, terminating or not starting a cooperation project shall be set out in the implementation agreements mentioned in article 1, paragraph 2, of this Agreement.

Article 15

1. Any dispute with regard to the implementation or interpretation of this Agreement shall be resolved through consultations between the Parties. Such consultations shall take place no later than two months after receipt of the request from one of the Parties.

2. If the Parties are unable to resolve the dispute by consultation, they may submit it, at the request of either of the Parties, for arbitration in accordance with the arbitration rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

Article 16

This Agreement may be amended by written agreement between the Parties.

Article 17

1. This Agreement shall enter into force on the date of receipt through the diplomatic channel of the last of the written notifications of completion by the Parties of the domestic procedures required for its entry into force.

2. This Agreement shall be concluded for a period of five years. It shall be renewable by tacit agreement for further periods of one year, within a limit of 10 years.

3. Either of the Parties may terminate this Agreement at any time by sending a written notification to that effect through the diplomatic channel, 90 days in advance.

4. The expiry of this Agreement or its termination by either of the Parties shall not affect the Parties' exercise of their rights or the discharge of their obligations in respect of projects undertaken during the period of validity of this Agreement and not completed at the expiration of its validity.

Done in duplicate at Moscow on 14 February 2006 in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

JEAN CADET

For the Government of the Russian Federation:

SERGEI KISLIAK

